

RÉVOLUTION À QUITO (IIE PARTIE)

Le peuple en colère renverse le président équatorien



Revenant sur la révolution qui vient de chasser le président Lucio Gutiérrez du pouvoir, notre correspondant Marcello Larrea décrit la force surprenante d'une foule pacifique. Pour la troisième fois en huit ans, les institutions n'ont pas résisté à une marée humaine pacifique. Cependant la question est de savoir si, au-delà du rejet des élites économique-politiques, cette irruption de la souveraineté populaire peut déboucher cette fois sur un acte constructif qui permette à l'Équateur de sortir enfin de cette crise prolongée.

page 2

Le débat sur le « non français » s'étend

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Les sondages affirmant que les citoyens de nombreux États membres de l'Union européenne sont opposés au projet de traité constitutionnel se multiplient. La France pourrait être le premier pays à rejeter ce texte et faire tache d'huile. Cette situation déclenche une grande offensive médiatique en France, mais aussi dans le reste de l'Europe, en faveur du « oui » français.

page 8

REPÈRE : 18 AVRIL 1996

La « bavure » de Qana

Au Liban, envahi par Israël dans le cadre de l'opération « Raisins de la colère », les soldats israéliens et leurs alliés chrétiens affrontent la résistance libanaise du Hezbollah. À Qana, les soldats fijiens de l'ONU ont établi un campement, dont la présence n'est pas appréciée par Israël. Les casques bleus sont d'ailleurs régulièrement attaqués par la milice ALS, sans que Tel-Aviv, qui arme et dirige l'ALS, ne s'y oppose. Le 18 avril 1996, suite à des tirs de mortier du Hezbollah, Tsahal bombarde lourdement le village Qana, et notamment le campement de l'UNIFIL. 102 civils réfugiés dans le camp sont tués. Israël lance alors une vaste campagne médiatique, prétendant d'abord que l'obus appartient au Hezbollah, puis qu'il s'agit d'une erreur due à une mauvaise visibilité. Enfin elle accusera l'ONU d'héberger les mortiers de la résistance et donc « de l'avoir bien cherché », comme l'explique le *Jerusalem Post*. L'émotion considérable causée par le massacre de Qana, tant en Israël qu'ailleurs, accélérera le retrait israélien du Liban sud. ■



LE PENTAGONE A-T-IL SOLlicitÉ L'AIDE DU DÉTENU SADDAM HUSSEIN ?

Le journal palestinien basé à Londres, *Al-Quds Al-Arabi*, a affirmé, dans son édition du 28 avril 2005, que le secrétaire états-unien à la Défense, Donald Rumsfeld, aurait rencontré secrètement Saddam Hussein lors de sa visite éclair en Irak le 14 avril dernier. M. Rumsfeld aurait proposé au président déchu de bénéficier de l'immunité et d'un exil doré, pour lui et ses principaux compagnons, s'il acceptait de paraître à la télévision pour exhorter son peuple à cesser la résistance. Il aurait essuyé un refus. L'information, qui est invérifiable, n'a pas été démentie et s'est propagée comme une traînée de poudre au sein des troupes d'occupation. Le fait qu'elle soit considérée par les GI's comme probable, sinon certaine, manifeste le desarroi général. ■

Révolution à Quito (Ile partie)

Le peuple en colère renverse le président équatorien

Revenant sur la révolution qui vient de chasser le président Lucio Gutiérrez du pouvoir, notre correspondant Marcello Larrea décrit la force surprenante d'une foule pacifique. Pour la troisième fois en huit ans, les institutions n'ont pas résisté à une marée humaine pacifique. Cependant la question est de savoir si, au-delà du rejet des élites économique-politiques, cette irruption de la souveraineté populaire peut déboucher cette fois sur un acte constructif qui permette à l'Équateur de sortir enfin de cette crise prolongée.



Manifestation dans les rues de Quito contre le président équatorien

Lire cet article en

 **Español**

La pression sociale a été beaucoup plus puissante que le régime politique. Après l'échec de l'imposition de l'état d'urgence imposé par le président Lucio

Gutiérrez, le vendredi 15 avril 2005, a suivi à peine 19 heures plus tard le limogeage de la Cour suprême, dimanche 17, puis le 20 avril, son renversement par une insurrection pacifique de Quito la rebelle.

Désespérées face une marée humaine toujours plus importante portée par la colère et l'indignation, les autorités ont renoncé à utiliser la répression contre la foule massée à Quito.

Le Congrès encerclé par des milliers de « brigands » -une multitude composée d'enfants, de personnes âgées, de femmes-, a approuvé à l'unanimité des députés présents la révocation de la Cour suprême, y compris avec les suffrages du parti Roldosiste (PRE) de Bucaram, du Parti Socialiste et du Mouvement Populaire Démocratique, avec lesquels Lucio avait constitué sa majorité en décembre.

C'est ainsi que deux de ses principaux objectifs (le maintien du gouvernement de Lucio et de son impunité d'une part, et d'autre part le retour des ex-présidents Bucaram et Noboa et de l'ex- vice-président Dahik), que le peuple a condamné, n'ont pas tardé à être simplement balayés.

La Luna et la désaliénation

La radio La Luna, a continué héroïquement à ouvrir son antenne aux gens, en dépit d'une intense campagne d'intimidation, de sabotages et d'attaques contre son exercice de la liberté d'expression. Le peuple invisible, à travers les ondes hertziennes, minute après minute prenait conscience de sa force semblable à celle d'un volcan.

Les médias essayaient systématiquement de réduire la signification et la portée de ce qui arrivait à Quito. Leurs efforts concertés ont certes pu dénaturer le sens des événements et freiner leur propagation à travers tout le pays, mais ils n'ont pas atteint leur objectif d'isoler et d'asphyxier Quito la rebelle.

Le peuple a découvert qu'il peut dire la vérité et ce qu'il pense, que ses réflexions sont conformes à la réalité, et qu'elles sont partagées par le plus grand nombre. La Luna, avait lancé une révolution.

Le peuple a commencé à s'approprier sa propre image, à mettre en avant son imagination et à découvrir que sa douleur individuelle, personnelle, est collective. La désaliénation s'est propagée comme un processus de réaction en chaîne. La question n'est pas de savoir si la vie ne nous appartient pas, cette vie c'est la nôtre, ou si la patrie nous appartient ou pas, c'est notre patrie.

L'arrogance suffisante du pouvoir

L'arrogance du pouvoir, du gouvernement de Lucio Gutiérrez et de ses alliés, le PRE, le PRIAN, le MPD et le Parti Socialiste et de l'opposition conduite par les Sociaux-démocrates, la Gauche Démocratique et Pachakutik, les a conduits à s'engager sur la voie de l'inertie excluant le mouvement, le changement et la révolution.

Ils ont pensé que les forces et la capacité de répression de l'État accompagnées de la menace de la terreur pouvait intimider le peuple de Quito. Et que dans le cas contraire, la force des institutions, les accords négociés en coulisses au congrès et la domination des médias y parviendraient. Tel ne fut pas le cas.

Ce curieux panorama politique avait protégé le gouvernement pour qu'en définitive il se conforme aux ordres du département d'État, du Pentagone et de son Commandement Sud, qui a même dépêché une personnalité de haut rang, le général Myers, pour décorer Lucio le 11 avril dernier, marquant ainsi son soutien à un régime en voie d'effondrement et impuissant à éviter son implosion .

La colère populaire se déchaîne

Soyez un « *brigand de plus* » clamait la station de radio La Luna en appelant les gens à se rassembler le 19 avril face à la croix du pape, là où Jean-Paul II s'est adressé à Quito en 1985. Le but était d'effectuer une imposante marche vers le Palais de Carondelet et d'en expulser Gutiérrez, pacifiquement, comme l'ont fait les patriotes en 1809 en renversant le gouvernement de la Couronne espagnole. Et comme l'a fait le peuple en février 1997 en déposant Bucaram et en janvier le 2000 Mahuad.

Lucio, a menacé de mobiliser ses hordes. À Guayaquil, ils ont commencé à recruter des sicaires et autres malfaiteurs, des bandes paramilitaires d'orientation clairement fasciste.

La FEINE, Fédération d'Indigènes Évangéliques, a proposé d'acheminer en ville 3 000 indigènes. On a ordonné la mobilisation de milliers de policiers et de soldats et on les a équipés spécialement, avec notamment le redouté gaz moutarde, les bombes lacrymogènes au poivre, le chiens d'assaut (rottweiler), les chevaux, etc....

La Luna, continuait sa tâche. Les voix devenues rauques par cette journée interminable, de Paco Velasco, Luis Ramiro Pozo et Atahulfo Tobar, continuaient à dialoguer avec leur auditoire devenu aussi vaste qu'un océan. À la guerre électronique, qui à de nombreuses reprises a brouillé ses émissions, s'est ajouté le lundi 18, des câbles sectionnés privant la station de la capacité d'émettre pendant plusieurs heures

Mardi 19 a été un jour plein de promesses. Les gens avaient commencé à s'organiser dès les premières heures en vue de la manifestation. Ils préparaient leurs drapeaux tricolores, ceux de Bolivar et de Sucre, et des roses blanches. À 5 heures de l'après-midi, une marée humaine digne et joyeuse s'était formée. La marche sur Quito a ensuite débuté.

La manifestation s'étendait sur des kilomètres, et les gens avançaient jusqu'au carrefour de la Vierge, face au parc de l'Alameda, où la répression gutierriste les attendait retranchée.

Les gens sont arrivés et, comme dans une guerre, les policiers les ont arrosé massivement de bombes lacrymogènes. Mónica Fernández, voyant que sa mère était attaquée, s'est adressée aux policiers en exigeant qu'ils ne s'en prennent pas au peuple, puis a perdu connaissance, asphyxiée. Un peu plus loin Julio García, photographe chilien, qui a travaillé dans le pays pendant des décennies, après avoir enjoint les policiers à ne pas faire preuve de brutalité, s'est également effondré.

Mónica a pu le réanimer. Julio grièvement touché, a été transporté à l'hôpital où il est décédé. Son souvenir restera dans les mémoires comme celui d'un héros de l'histoire de ce pays, à l'instar de ce que fut sa vie.

Les gens ont cherché à se frayer un chemin et ont forcé le barrage policier. Les manifestants sont arrivés aux abords du Palais de Carondelet, à deux pâtés de maison. Les indigènes de la FEINE, mobilisés comme des esclaves, en sentant avec effroi l'imminence de l'arrivée des manifestants ont abandonné en courant la place de San Francisco où ils avaient été placés pour éventuellement être utilisés contre le peuple.

Radio Tarqui, la légendaire station de radio populaire, transmettait en direct les événements. Ce fut une splendide nuit de lutte pour « les brigands » et de terreur pour Lucio, qui nerveux sentait l'imminence de l'irruption de la foule dans le Palais et ordonnait de réprimer et réprimer encore, en oubliant qu'il a dit autrefois qu'il avait rejoint l'insurrection populaire du 21 janvier 2000 parce qu'il se refusait à réprimer et tirer sur le peuple.

Les masques étaient tombés, la réalité s'imposait cruellement à lui. Le désespoir et l'envie de fuir le gagnait. La seule idée qui lui soit venue à l'esprit, au-delà des mots creux appelant à la paix, fut d'intensifier la répression. Il a appelé son cousin Renán Borbúa qui lui a annoncé qu'il viendrait de Guayaquil à Quito avec 5 000 hommes pour défendre son gouvernement et manifester contre la Luna.

A radio Tarqui, le colonel Jorge Brito, a appelé à fermer les voies d'accès à Quito pour empêcher l'arrivée des sicaires. Le maire Moncayo et le préfet González ont commencé à prendre leurs dispositions pour que des engins de chantiers et des blocs de pierre soient positionnés et ferment les voies de communication. Toutefois la force publique a fait sauter ces défenses.

Le jour s'est levé et les bus de mercenaires avançaient avec la protection de la police. Le peuple a réagi. À l'École Polytechnique Nationale, les étudiants sont sortis pour empêcher le passage des bus des bandes gutierristes. Une femme est tombée d'un bus et a été écrasée par un véhicule de l'armée. Des jeunes gens ont cherché l'aider, mais elle était déjà morte.

Les Parlements et les assemblées refont surface

Les gens ont investi massivement les voies d'accès à Quito au péril de leur vie. Dans la vallée des Chillos les « brigands (forajidos) » se sont rassemblés sur l'avenue Rumiñahui et leur ont coupé la voie aux gutierristes. Des chauffeurs de bus, de camionnettes et autres véhicules ont également pris part aux événements, ainsi que les véhicules de la commune.

Les bus remplis de sicaires sont arrivés, mais n'ont pas eu l'occasion de se frotter au peuple. Ils ont cherché à fuir tous azimuts. Les gens ont commencé à s'exprimer dans les hauts parleurs installés opportunément pour couvrir les événements. Alternant avec les émissions de La Luna, les gens exposaient leurs idées. La révolution était en marche.

La nécessité de constituer un Parlement ou une assemblée du peuple a été avancée, pour exercer collectivement la souveraineté et faire en sorte que la lutte ne soit pas inutile, comme ce fut le cas lors du renversement de Bucaram en 1997 et de Mahuad en 2000. Les gens répétaient que « Lucio s'en aille et tous les autres », acteurs d'une « partidocratie » qui ont usurpé les droits politiques du peuple, avec un régime de partis et d'élections imposé par la dictature militaire de la décennie 70, sous les ordres de la CIA.

Ils voulaient défendre la souveraineté de la nation en s'opposant à l'implication de l'Équateur dans le Plan Colombie, en expulsant le Commandement Sud des USA de la base de Manta et en rejetant le Traité de libre Commerce. Soudain un bus, s'est retrouvé coincé dans la multitude, et un « forajido », un homme du peuple, a été renversé, victime d'un chauffeur excédé, pour ensuite être transporté agonisant ou mort par ambulance. À l'heure où j'écris, nous ne connaissons pas encore l'identité de cet autre héros.

Lucio prend la fuite

Les gens s'organisaient pour aller vers l'Académie de Guerre, située tout près, dans le but de rappeler aux militaires leur devoir de protéger la vie des citoyens et la souveraineté populaire, quand l'annonce de la destitution de Lucio par le congrès s'est propagée. Les gens ont accueilli avec émotion cette nouvelle victoire, mais ont immédiatement commencé à crier : « *Qu'ils s'en aillent tous !* ».

Après avoir chanté l'hymne national, des gens ont pris le micro et ont exprimé leurs avis : « *Nous ne pouvons pas permettre que les partis détruisent à nouveau notre pays, nous voulons qu'ils s'en aillent tous* ». L'Assemblée des citoyens a engagé un débat. On s'y est prononcé pour une consultation populaire à propos du rôle des partis, pour un nouveau statut électoral qui garantisse pleinement les droits politiques des citoyens et pour une Assemblée Constituante, qui devrait prendre appui sur les Parlements populaires ou citoyens, pour que le peuple y prenne part depuis le quartier, la paroisse, le canton, la province et ait prise sur les décisions et la vie de la nation.

Le Commandement interarmes, qui avait imposé l'état d'urgence et dépensé toute son énergie pour protéger le président, a annoncé qu'il cessait de le soutenir. Le peuple qui était resté depuis la nuit précédente aux abords du siège du gouvernement, a alors fait irruption sur la place de l'Indépendance, avec ses drapeaux jaune, bleu et rouge, aux cris de : « *Qu'ils s'en aillent tous !* ».

Lucio a quitté le Palais en hélicoptère, comme une répétition de la fuite du président De La Rúa à Buenos Aires. Il est rendu à l'aéroport, où les gens ont occupé la piste pour empêcher son avion de décoller. Il a finalement quitté l'hélicoptère et a terminé la nuit réfugié à l'ambassade du Brésil, elle aussi encerclée par la foule.

Le congrès, réuni dans le bâtiment de CIESPAL au nord de Quito, a été encerclé par le peuple, qui scandait toujours : « *Qu'ils s'en aillent tous !* ». Le nouveau président, Alfredo Palacio, a éprouvé de sérieuses difficultés pour sortir de là. Il s'est présenté devant la foule et a annoncé que sa charge est à la disposition du

peuple.

Le peuple cherche son chemin

« *Dehors Lucio !* » criait tout Quito, « *Qu'ils s'en aillent tous !* ». Deux slogans désormais indissociables. Les manœuvres du maire de Guayaquil, Jaime Nebot, pour prendre part à une manifestation dans sa ville ont été sans effet. Il en va de même pour un large spectre de partis de droite comme de gauche, qui partagent la responsabilité d'avoir conduit le pays vers l'enfer du néo-libéralisme.

De même, l'ambassadeur des États-Unis a rendu visite, à la dernière minute, à Lucio au palais. Mais le peuple s'est levé pour mettre reformer des parlements et des assemblées, récupérer ses droits politiques et l'exercice de sa souveraineté pleine et entière, pour socialiser le pouvoir, dépasser les conditions d'oppression dans laquelle il s'est débattu et assumer la reconstruction de sa patrie en la libérant de la tutelle coloniale étrangère.

Marcelo Larrea

*Marcelo Larrea est directeur de la revue équatorienne El Sucre et collaborateur de la **Red Voltaire**.*

Sur le même sujet, voir l'article précédent de Marcello Larrea : « **Lucio Gutierrez fuit devant son peuple** »

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le débat sur le « non français » s'étend

Analyse

Les sondages affirmant que les citoyens de nombreux États membres de l'Union européenne sont opposés au projet de traité constitutionnel se multiplient. La France pourrait être le premier pays à rejeter ce texte et un « non français » pourraient faire tache d'huile, entraînant probablement son rejet dans d'autres pays où ce texte est soumis au référendum. Cette situation provoque le déclenchement d'une grande offensive médiatique en France, mais aussi dans le reste de l'Europe, en faveur du « oui » français.

En France, la couverture médiatique en faveur du « oui » est à son comble donnant l'impression d'une caste journalistique monolithique et fermée au débat. Plusieurs hebdomadaires, jouant les clercs raisonnables face aux passions populaires, ont récemment titré sur les « mensonges » du « non ». Alors que la loi impose un pluralisme interne aux médias audiovisuels, l'Observatoire français des médias a relevé, qu'entre le 1er janvier et le 31 mars 2005, toutes émissions de télévision confondues, 71 % des intervenants étaient favorables au « oui » tandis que, dans les journaux télévisés, les défenseurs du traité accaparaient 73 % du temps de parole.

Le directeur du *Monde*, Jean-Marie Colombani, publie une tribune qui incarne presque à la perfection l'archétype de l'argumentaire en faveur du « oui » et adapte le titre de son célèbre éditorial de l'après 11 septembre 2001 pour proclamer que nous sommes « Tous Européens ». Ainsi, il affirme que le référendum était un mauvais choix car les Français sont incapables de juger de la question, que le rejet de ce texte conduira à la catastrophe, que son adoption permettra au contraire des avancées sociales et accordera un poids accru à l'Union européenne dans le monde et conclut en demandant aux électeurs favorables au « non » de ne voter que sur le texte et non sur la situation en France. Ce faisant, M. Colombani remet implicitement en cause le principe de

la souveraineté populaire et s'inquiète du pouvoir des classes laborieuses de sanctionner indirectement les élites.

Dans le même quotidien, un collectif d'intellectuels allemands présents à Paris à l'occasion des Rencontres pour l'Europe de la culture organisées aujourd'hui et demain dans la capitale française pour soutenir le « oui », dénonce sans surprise le « non » français. Jouant la carte de l'alarmisme, ils affirment que le rejet de ce traité entraînerait une remise en cause du couple franco-allemand, de la place de la France dans l'Europe, de la paix, de la liberté et de la démocratie qu'a apporté l'UE à ses membres et pourrait aboutir à un partage de l'Europe de l'Est entre l'Allemagne et « l'empire russe ». En d'autres termes, refuser l'Europe des 27 signifierait isoler la France et pousser l'Allemagne à se partager la Mittleeuropa avec la Russie. Bigre !

Dans *libération*, le chercheur français de la Brookings Institution, Justin Vaïsse, annonce que la France doit accepter ce texte car un rejet favoriserait les néo-conservateurs aux États-Unis. L'auteur, qui a approuvé l'expédition en Irak et soutient aujourd'hui la « guerre à la tyrannie » de l'administration Bush, reprend dans cette analyse la rhétorique atlantiste du moindre mal : soutenir ce traité, c'est aider au sein de l'administration Bush ceux qui sont prêts à discuter avec les Européens.

La propagande pour le « oui » français dépasse largement le cadre de la seule presse francophone. Ainsi, le président du Parlement européen, le socialiste espagnol Josep Borrell, reprend dans *El Peridico* les arguments des partisans français du traité : les partisans du « non » ne comprennent pas le texte et le mélangent avec d'autres questions. Il déplore qu'à cause de cette campagne des dossiers européens comme le textile chinois ou la directive Bolkestein soient bloqués par la frilosité française. Ancien conseiller de Robin Cook, le travailliste britannique David Clark défend le traité constitutionnel de façon beaucoup plus originale et intéressante dans le *Guardian*. D'après lui, les Français ont tort de rejeter un texte qui, contrairement à ce qu'ils croient, représente plus d'avancées que de reculs sociaux. Toutefois, le rejet français est largement dû à la volonté de Tony Blair de vouloir à tout prix américaniser l'Union européenne au lieu de se rapprocher de l'Europe. Cette politique va éloigner progressivement les Britanniques des Européens et Londres devra en payer le prix quand l'économie européenne repartira.

Aux États-Unis, le spectre de la Guerre du Vietnam était réapparu dans la presse au début des premières déconvenues de l'occupation états-unienne en Irak, puis cette mention avait progressivement disparu des journaux. Ce week-end, les États-Unis se montrent remarquablement discrets à propos du trentième anniversaire de la chute de Saïgon. Cette défaite, qui symbolise la capacité des peuples à résister et à vaincre l'Empire, reste une référence pour beaucoup de mouvements de libération dans le monde. Rare auteur à aller au-delà de la description de la chute de Saïgon dans la presse *mainstream* états-unienne, la romancière vietnamienne Pham Thi Hoai rédige un texte ambiguë dans le *Los Angeles Times*. Les États-Unis ont fait une guerre qui a causé quatre millions de morts et déversé des tonnes d'agents chimiques dont les effets se ressentent encore aujourd'hui. Ils ont donc un devoir moral à aider à changer le régime vietnamien qui opprime sa population. Elle n'indique pas ce que Washington doit faire pour changer la situation dans son pays toutefois. Or, les États-Unis peuvent ils faire quoi que ce soit dans ce pays qui ne provoquerait

pas à nouveaux les maux que l'auteur dénonce ?

Le procureur australien, Michael Sexton invite pour sa part ses compatriotes à faire leur examen de conscience dans *The Age*. Quand les États-Unis hésitaient à s'investir davantage au Vietnam, les Australiens ont poussé à un engagement plus intensif afin d'arrimer les États-Unis à l'ANZUS en cas de problèmes avec l'Indonésie. L'Australie a approuvé cette guerre, l'a encouragée et n'a jamais condamné les hommes politiques qui l'avaient soutenue. De ce fait, elle est aujourd'hui la débitrice des États-Unis et ne peut rien obtenir d'eux. C'est cette guerre qui a fait de Canberra la vassale de Washington.

Dans la presse russe, la tonalité est toute autre. *Vremya Novostyey* interroge deux anciens généraux de l'Armée rouge ayant fait office de « conseillers militaires » sur les DCA nord-vietnamienne, Evgueni Antonov et Anatoly Khiupenen. Les deux hommes se félicitent des succès remportés à l'époque contre l'ennemi états-unien. Cette exaltation d'une victoire russe, ou au moins d'une défaite états-unienne, doit être appréciée dans un contexte où beaucoup considèrent qu'une nouvelle Guerre froide a commencé.

Réseau Voltaire

Jean Marie Colombani



Jean-Marie Colombani est président du directoire et directeur de la publication du quotidien français *Le Monde*. Il a été l'un des grands artisans de la recapitalisation de ce quotidien qui a conduit à sa prise de contrôle par les principaux groupes économiques français.

« Tous Européens »

Source : Le Monde

Référence : « Tous Européens », par Jean-Marie Colombani, *Le Monde*, 29 avril 2005.

Dans un mois, les Français auront dit oui ou non au traité constitutionnel. Une dizaine de pays les suivront dans cette voie. Les autres, par tradition ou par prudence, laissant à leurs parlements la charge de la ratification. En France, l'élémentaire prudence parlementaire a été écartée au profit du risque maximum : un référendum, c'est à dire un principe que tous les républicains devraient rejeter en raison de sa propension à se transformer en plébiscite. Les électeurs risquent de se prononcer sur la confiance au président de la République et à son gouvernement, au lieu d'un texte complexe qui résulte d'un compromis. Toutefois, à quelque chose malheur est bon puisque cela permet aux Français de débattre d'un sujet essentiel.

Le débat constitue une étape. La plupart des électeurs sont nés après la construction de l'Union européenne et ils n'ont eu vent des désordres que l'Union européenne a fait reculer (la guerre, la pauvreté, les dictatures) qu'au travers des livres d'Histoire. Il est tentant dans ces conditions de croire que la paix, la prospérité et la démocratie sont des acquis qui pourraient progresser autrement. En ce sens, nous sommes tous devenus Européens. Simplement, pour être sûrs de le rester, mieux vaut, à tout prendre, voter oui au texte tenant lieu de Constitution pour l'Europe. En effet, ce texte est le point de passage vers une Europe politique. Or, dans l'avenir, le destin du monde sera ce qu'en décident trois ou quatre poids lourds : les États-Unis et peut-être l'ensemble

latino-américain, la Chine, l'Inde ; l'Europe si elle le décide. Si elle le veut bien. Ce texte donne à l'Union européenne une masse critique organisée qui lui permettra de peser sur les affaires du monde.

On peut trouver que ce texte ne va pas assez loin, qu'il est maladroit d'adjoindre à ce texte la reproduction des accords existant, qu'il est impropre de parler de « Constitution » pour désigner ce texte. Mais le fait est là : ratifié, le traité permettra à l'Europe d'exister politiquement quand elle n'était jusqu'à présent qu'un géant économique, commercial et monétaire. Désormais à 25 et bientôt à 30, les États européens doivent développer une Europe politique. A Washington, New Delhi et Pékin, on attend une réponse à la question suivante : y aura-t-il demain un Européen à la table des Grands ?

Le traité va doter l'Union européenne d'une présidence avec une dimension emblématique autrement plus forte que dans le cas de l'ancienne présidence tournante. En nommant également un ministre des Affaires étrangères, l'Europe acquiert une présence internationale. Le traité a d'autres qualités. Il assure un fonctionnement de l'Europe qui est à la fois plus social, plus démocratique et plus favorable à la France. Ce traité est plus social : il reconnaît que des missions de service public échappent au domaine concurrentiel et la Charte des droits fondamentaux donnent des droits qui peuvent être invoqués devant la Cour de justice par tous les citoyens. C'est pourquoi la Confédération européenne des syndicats et tous les partis socialistes d'Europe soutiennent ce texte. L'Union européenne sera également plus démocratique puisque les pouvoirs du Parlement seront renforcés. Enfin, la France y gagne puisque le projet de traité accroît son poids au sein du Conseil européen, où elle disposerait, demain, de 13,4 % des droits de vote, contre 9 % dans le cadre actuel du traité de Nice. C'est encore plus vrai du couple franco-allemand, moteur historique de la construction européenne, dont les droits de vote passeraient de 18 % à 31,4 %.

Les résultats des sondages actuels sont la marque d'une défiance vis-à-vis du pouvoir politique qui n'a pas retenu la leçon des résultats des élections de 2004 ; mais elle est aussi une défiance à l'égard d'une Europe soupçonnée de faire obstacle au modèle français, voire de le défaire. Le vote non est une protestation contre le chômage et la souffrance sociale qui en découle. Ces électeurs tentés par le non se trompent d'adresse : le chômage est un problème français. L'Europe est une chance pour la France à condition que le « oui » l'emporte.

un collectif d'intellectuels allemands

Wolf Biermann, poète et chanteur ; Hans Christoph Buch, écrivain ; Günter Grass, écrivain, Prix Nobel de littérature ; Jürgen Habermas, philosophe ; Klaus Harpprecht, écrivain, ancien conseiller de Willy Brandt ; Alexander Kluge, cinéaste ; Michael Naumann, écrivain et ex-ministre délégué à la culture ; Peter Schneider, écrivain ; Gesine Schwan, présidente de l'université européenne Viadrina ; Armin Zweite, historien d'art ; Werner Spiess, historien d'art et ancien directeur du Musée national d'Art moderne de Paris.

« A nos amis français »

Source : Le Monde

Référence : « A nos amis français », par un collectif d'intellectuels allemands, *Le Monde*, 3 mai 2005.

Chers amis français, c'est avec inquiétude que nous observons le renforcement du non populiste à la Constitution européenne. La majorité des Français veut-elle réellement se terrer dans le bunker commun aux nationalistes de droite et aux nationalistes de gauche ? On ne peut accepter cette capitulation de la raison. Un rejet du traité constitutionnel entraînerait des conséquences catastrophiques pour l'œuvre d'unification à laquelle nous devons la paix, pour vos voisins allemands qui savent que l'Europe ne peut se construire qu'avec la France, pour la Pologne et les autres nouveaux membres de l'Union, que la France ne doit pas laisser seuls entre l'Allemagne réunie et l'empire russe, pour l'équilibre des relations avec les États-Unis, pour la France qui serait isolée en disant non.

La Constitution ne répond pas à tous nos idéaux, mais elle est un compromis honnête. Elle est un renforcement du Parlement et de ses fonctions de contrôle. Elle est la limitation du droit de veto à des décisions essentielles. Elle est le fondement d'une politique extérieure et de défense commune sans laquelle l'Europe ne serait rien parmi les puissances mondiales. Elle est la garantie de la productivité du marché et en même temps la protection de nos droits sociaux. Amis français, ce serait une folie de faire subir à la Constitution européenne les conséquences de votre mécontentement envers votre gouvernement. Au contraire, l'Europe peut contraindre votre gouvernement, vos partis, vos hommes d'entreprises et vos syndicats à penser et à agir de façon plus productive. La peur n'offre pas de sécurité, mais représente toujours un signe de faiblesse, voire une incitation au suicide. Sans courage, il n'y aura pas de survie. Ni pour la France. Ni pour l'Allemagne. Ni pour la Pologne. Ni pour aucun des anciens et des nouveaux membres de l'Union européenne, qui, grâce à sa Constitution, réalisent un rêve séculaire. Nous le devons aux millions et millions de victimes de nos guerres insensées et de nos dictatures criminelles.

Justin Vaïsse

Ancien rédacteur des discours au ministère français de la Défense (1998-1999), Justin Vaïsse est chercheur à la Brookings Institution, professeur d'histoire à l'Institut d'études politiques de Paris et chercheur au Centre d'Histoire de l'Europe du Vingtième Siècle. Il est co-auteur avec Pierre Hassner de *Washington et le monde*.

« Europe vassale ou Europe égale »

Source : Libération

Référence : « Europe vassale ou Europe égale », par Justin Vaïsse, *Libération*, 02 mai 2005.

Il faut juger le traité constitutionnel sur ses mérites propres et sur la possibilité ou non de négocier un meilleur traité avec nos 24 partenaires, mais il faut aussi tenir compte de la position des partenaires extérieurs de l'Europe, en particulier celle des États-Unis : cela permet de mieux comprendre, en creux, ce que représente cette Constitution. Si le texte était rejeté, et surtout par les Français, cette nouvelle serait accueillie avec un grand ricanement et un sentiment de victoire par les cercles conservateurs et néoconservateurs de Washington. Un tel vote affaiblirait les cercles multilatéralistes au profit des unilatéralistes. Car le véritable axe du débat n'oppose pas l'Europe aux États-Unis. Il est décalé et traverse chacune des rives de l'Atlantique.

En fait, il y a deux écoles qui s'affrontent. La première domine à Washington et regroupe également les cercles conservateurs de Grande-Bretagne ou d'Europe de l'Est qui appellent à voter non. Pour eux, le monde doit être dominé par les États-Unis, un « empire bienveillant » que ses alliés doivent aider et suivre sans poser de questions. Dans cette vision, les relations bilatérales des États-Unis avec les autres pays dominant l'ONU et les « coalitions à la carte » font office de multilatéralisme. Pour la seconde école, qui regroupe les républicains réalistes et la majorité des démocrates, on ne peut régler les problèmes de notre monde globalisé, du terrorisme aux trafics de drogue, sans coopération institutionnalisée. Or cette seconde école, plus proche des idéaux partagés par la plupart des Européens, a besoin d'une Union européenne qui fasse entendre sa voix sur la scène internationale pour peser dans les débats internes aux États-Unis et orienter l'Amérique vers la coopération plutôt que vers l'hégémonie. Le rapport de force interne à Washington reflète l'état du système international. Un rejet de la Constitution renforcerait les unilatéralistes de la première école. Une adoption de la Constitution ne serait certes pas une baguette magique qui nous doterait soudainement d'une politique unifiée et cohérente. Mais elle apporterait des progrès tangibles pour affirmer nos idéaux et nos intérêts propres, notre vision du monde.

Josep Borrell



Ancien député espagnol, secrétaire général du PSOE et ministre espagnol de l'Industrie et de l'Environnement, Josep Borrell est président du Parlement européen.

« La France à la croisée des chemins »

Source : El Periodico

Référence : « La encrucijada francesa », par Josep Borrell, *El Periodico*, 2 mai 2005.

La politique européenne se voit profondément affectée par la possibilité d'un « non » français au référendum. L'ambiance actuelle dans les institutions européennes reflète la fin de la vision romantique de l'élargissement à l'Est. Désormais, c'est la peur qui domine. C'est cette peur du gouvernement français d'apparaître comme faible qui a dicté son attitude sur les textiles chinois, sur la commémoration du génocide arménien pour rappeler que l'adhésion turque n'est pas pour demain, ou encore sur le gel de la directive Bolkestein.

Comment expliquer ce qui se passe en France ? Il faut tout d'abord comprendre qu'il y a plusieurs « non » dans ce pays. Il y a un « non » souverainiste qui refuse la construction européenne et qui oublie que **Dominique de Villepin** a pu faire son discours à l'ONU contre la guerre en Irak car il savait que l'économie française était protégée par l'euro. L'autre « non » a une vision inverse : le traité constitutionnel ne va pas assez loin et ce texte ouvre la voie à la concurrence sociale et fiscale. Ceux là sont en réalité plus inquiets de la situation du pays que par le contenu du texte. Ceux de gauche pensent que le texte permettra une renégociation. Pourquoi, si les Français disent non, les autres partenaires accepteraient-ils ce qu'ils ont refusé la première fois ?

La campagne française est polluée par les éléments n'ayant rien à voir avec le texte, comme par exemple l'adhésion de la Turquie. Quoi qu'il en soit, les doutes en France permettent au moins de relancer le débat sur l'Europe.

David Clark



David Clark est ancien conseiller spécial de Robin Cook au ministère des Affaires étrangères (1997-2001).

« Jeter un rêve pour rester à flots »

Source : The Guardian

Référence : « A dream jettisoned, like ballast, to keep him afloat », par David Clark, *The Guardian*, 2 mai 2005.

L'un des indicateurs les plus révélateurs des projets post-électorales du *New Labour* est la façon dont un possible passage à l'euro du Royaume-Uni sert de diversion au scandale des conseils juridiques du ministère de la Justice avant la Guerre d'Irak. Pour apprécier toute la signification de cette diversion, il faut se souvenir que faire de la Grande Bretagne l'un des leaders de l'Europe était au cœur du projet blairiste de 1997 et que pour cela, il fallait adopter l'euro. Mais cette ambition a été abandonnée pour mieux rester au pouvoir. Aujourd'hui, après ce reniement, **Tony Blair** ferait mieux de chercher le moyen de quitter son poste de la façon la plus honorable possible. Le plus tôt sera le mieux.

La situation actuelle n'allait pas de soi. Les travaillistes auraient pu soulever la question européenne et éviter le borbier irakien, mais de mauvais jugements ont tout gâché. Quand **Tony Blair** est arrivé au pouvoir en 1997, il était admiré chez nous et en Europe, et il utilisait ces deux popularités pour renforcer sa légitimité sur les deux tableaux. Toutefois, il a refusé l'adoption de l'euro, refusant d'affronter les eurosceptiques alors qu'il était en position de force. Finalement, il a adopté le langage de l'adversaire (« veto », « souveraineté », « ligne rouge », etc...) et il a privilégié la « relation spéciale » à l'Europe. Il a donc suivi les États-Unis dans le borbier irakien et a plaidé en faveur d'une américanisation de l'économie européenne.

A cause de cette politique, les Français pourraient rejeter le traité constitutionnel, pas pour des raisons de souveraineté comme en Grande Bretagne, mais parce qu'ils ne veulent pas de ce qu'ils perçoivent comme un tournant « néo-libéral ». C'est une mauvaise appréciation du texte, mais la couleur de la commission Barroso ne les rassurent pas. Si le non passe en France, l'Union européenne se fragmentera et la France et l'Allemagne se rapprocheront, si le oui passe en France, les travaillistes devront organiser un référendum qu'ils ne peuvent pas gagner. Quoi qu'il en soit, Blair semble destiner à éloigner la Grande Bretagne de l'Europe. Or, quand l'Allemagne aura fini de digérer le coût de la réunification, l'économie européenne repartira et on verra la fragilité de l'économie britannique.

Pham Thi Hoai



Pham Thi Hoai est une romancière vietnamien. Il est l'auteur de *La Messagère de cristal* et de *Menu de Dimanche*. Elle est l'animatrice du forum Talawas.Org.

« Les nuages de la guerre sont toujours au dessus du Vietnam »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Clouds of War Still Hover Over Vietnam », par Pham Thi Hoai, *Los Angeles Times*, 29 avril 2005. Ce texte est une adaptation d'un article plus long publié sur le site *Opendemocracy.Net*.

Quand je suis né, la guerre était déjà là. Pendant 15 ans, je l'ai vue chaque jour. Pourtant, je n'étais pas une enfant malheureuse. Au Nord-Vietnam, dans les années 60-70, je pensais que la guerre durerait toujours, comme les nuages dans le ciel. Mais en 1975, nous avons vu l'avancée des drapeaux rouges sur nos cartes d'école. Chaque jour, un élève plaçait un drapeau rouge sur une nouvelle ville prise au Sud-Vietnam. Quand la reconquête fut finie, je pleurai, comme les autres mais pour moi c'était de peur : qu'allait-il se passer maintenant que la guerre n'était plus là ?

La première décennie après la guerre, on vit une poursuite du système de réglementation qui existait pendant la guerre, fondée sur la même rigueur idéologique. Dans le Sud, les gens étaient emprisonnés, les propriétés saisies et on assistait à des purges d'intellectuels. Une guerre éclata avec le Cambodge, puis la Chine et l'unification provoqua l'isolement international, la pauvreté et la répression. La politique d'ouverture n'arriva que plus tard et, en 1994, l'embargo états-unien fut levé.

Aujourd'hui, pour beaucoup d'États-uniens, la guerre appartient au passé et on n'en parle plus que comme élément de comparaison avec d'autres conflits. Pourtant, au Vietnam, il n'est pas possible d'oublier cette guerre qui a tué quatre millions de personnes et répandu des quantités de produits chimiques. En outre, cette guerre a été une victoire totale pour le communisme, qui continue à utiliser cet argument pour rester au pouvoir 30 ans plus tard. Nos valeurs traditionnelles ont disparu et les plus nobles des aspirations du communisme ont été remplacées par la corruption, les conflits ethniques larvés, les atteintes aux Droits de l'homme et des inégalités sociales. Tout cela perdure et restera aussi évident que les nuages dans le ciel jusqu'à ce que les choses changent.

Michael Sexton

Michael Sexton est le procureur général de la province australienne de nouvelles Galles du Sud. Il est l'auteur de *War for the Asking : How Australia Invited Itself to Vietnam*.

« La guerre que nous avons introduite en douce »

Source : The Age

Référence : « The war we gatecrashed », par Michael Sexton, *The Age*, 28 avril 2005.

Cette semaine, nous commémorons deux anniversaires importants concernant la Guerre du Vietnam. Il y a 40 ans, l'Australie entra en guerre et, il y a 30 ans, Saïgon tombait aux mains des forces nord-vietnamiennes.

A la fin de l'année 1964 et au début de l'année 1965, le débat à Washington sur l'engagement dans le pays faisait rage. Depuis le milieu des années 50, les États-Unis avaient des conseillers militaires au Sud-Vietnam, mais pas de troupes au sol. Le débat se poursuivait et les conseillers de Johnson ne comprenaient pas que le Nord-Vietnam ne pouvait pas être vaincu par le type de guerre que les États-Unis pouvaient mener. Tandis que le débat se poursuivait à Washington, à Canberra on décidait de pousser les États-Unis à s'investir dans la guerre, tandis que l'Australie envoyait un bataillon se battre au Vietnam avant même une demande états-unienne. La diplomatie australienne fit également pression sur les États-Unis pour qu'ils augmentent les bombardements sur le Nord-Vietnam.

L'objectif australien était de rattacher fortement l'ANZUS afin de bénéficier d'un soutien en cas de problème avec l'Indonésie. Contrairement à ce qu'on affirme aujourd'hui, la guerre n'était pas impopulaire. Aux États-Unis, les hommes politiques ayant décidé de cette guerre ont été déconsidérés tandis que nos dirigeants ont occupé par la suite de hautes responsabilités. Pour les États-Unis, cette guerre a déterminé la façon de mener les suivantes. Pour les Australiens, elle a compromis les chances d'obtenir quelque chose de la part des États-Unis.

Evgueni Antonov

Evgueni Antonov est ancien général-major dans l'armée soviétique. Il fut responsable en 1969 et 1970 de l'équipe de spécialistes militaires soviétiques chargés de la DCA pour l'armée populaire vietnamienne.

« Les Vietnamiens faisaient en sorte que nous ne commandions pas »

Source : Vremya Novostyey

Référence : « », par Evgueni Antonov, *Vremya Novostyey*. Ce texte est adapté d'une interview.

Au début de la guerre, des unités entières de lanceurs de missiles « Zénith » sont parties d'URSS au Vietnam. Le 2ème bataillon de Briansk par exemple est parti au complet. Nous avons expérimenté le nouveau matériel là-bas, nous l'avons amélioré pour échapper aux missiles, nous avons appris à tirer sur des objectifs de petite taille. Nous n'utilisons que des lanceurs sol-air C-75, les premiers C-125 sont apparus en Égypte. Les Vietnamiens réclamaient le C-125 mais cela impliquait que le matériel passe par la Chine et nous avions peur qu'une partie n'arrive pas à destination. Je suis arrivé en survolant l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde et la Birmanie, il n'y avait pas d'autre chemin. Les accords avec ces pays étaient valables pour les hommes, mais pas pour les armes, et les bateaux américains rendaient l'expédition par la mer dangereuse. Les Vietnamiens ont reçu des C-125 mais la guerre était terminée. Ils voulaient aussi des lanceurs « Strela-1 », mais nous ne voulions pas que la technologie soit divulguée.

Dès le début, nous avons compris que les Américains n'étaient pas préparés à cette guerre. Leurs avions volaient à une altitude pratique pour nous, et sans formation tactique. Le major Proskournine a été décoré pour avoir atteint quatre cibles avec trois missiles ! Les États-Unis avaient sous-estimé nos moyens et ils étaient sous le choc après leurs lourdes pertes. Ils ont commencé à voler plus bas et sont devenus la cible de l'artillerie tenue par les Vietnamiens. Les Américains ont déclenché l'opération « Linebacker 2 » en 1972, les B-52 ont tapissé le Nord du pays de bombes. Par la suite ils ont compris qu'il n'y avait plus de cibles, les armes étaient cachées dans la montagne. Le napalm a été utilisé dans le sud pour faire sortir les partisans de la jungle. Les spécialistes russes n'étaient pas autorisés par les Vietnamiens à participer aux décisions militaires, pourtant nous avons essayé d'avoir des informations sur les opérations au Sud, savoir quand ils allaient entrer au Cambodge ou au Laos. C'était impossible, le parti était très vigilant.

Anatoly Khiupenen



Anatoly Khiupenen est ancien général divisionnaire de l'Armée rouge à la retraite. Il fut ancien commandant d'une compagnie de lanceurs de missiles DCA, responsable des techniciens russes de 1972 à 1975 en République Démocratique du Vietnam.

« On pouvait être décoré pour un seul séjour »

Source : Vremya Novostyey

Référence : « », par Anatoly Khiupenen, *Vremya Novostyey*, 29 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

L'ampleur de la participation russe à la guerre du Vietnam est exagérée. Il n'y a eu en tout que 6 000 spécialistes militaires soviétiques sur place. 13 sont morts là-bas, dont 3 ou 4 au combat. Au début, des éléments de deux bataillons de lanceurs de missiles anti-aériens sont partis pour former les Vietnamiens au maniement des C-75. Nos hommes ont combattu au moins au début. Les pilotes ne faisaient que de l'instruction. A partir de 1966, les spécialistes soviétiques ne s'occupaient que du matériel.

Nous sommes allés là-bas parce que les Vietnamiens construisaient le socialisme et qu'ils avaient demandé de l'aide à Moscou pour combattre les États-unis. Les Américains avaient remplacé les Français vaincus en 1954, ils savaient qu'il y a du pétrole, du charbon, du gaz et de l'or là-bas... Celui qui contrôle le Vietnam contrôle l'Asie du Sud-Est. Deux millions de soldats US sont allés au Vietnam, 57 000 ont été tués, beaucoup plus ont été blessés. Pour l'opération « Linebacker 2 », les Américains ont utilisé les nouveaux avions F-111, l'aviation stratégique faisait environ trois vols par nuit, et l'aviation tactique travaillait de jour. Ils bombardaient par zones de 1 km de long et 150 m de large, après on ne retrouvait plus rien. Le duel a cependant été gagné par les artilleurs vietnamiens, ils ont abattu 81 avions dont 34 B-52. Les bataillons de lanceurs de missiles anti-aériens ont été décorés collectivement, on décore moins à titre individuel au Vietnam. Les premiers décorés parmi nous l'ont été pour avoir descendu des avions américains, les autres pour avoir formé des Vietnamiens, il suffisait d'un séjour pour recevoir une distinction. De nombreux manuels ont été revus en Russie après cette guerre, l'armée a beaucoup appris de cette expérience, les aviateurs par exemple ont tiré de nombreuses leçons des dégâts occasionnés aux appareils américains.